

AMÉLIORER LES PERSPECTIVES D'EMPLOI POUR LA JEUNESSE RURALE D'AFRIQUE.

Exploiter le potentiel du secteur agricole pour la création d'emploi à long terme

La prévalence d'emplois vulnérables constitue le principal défi du marché du travail dans les zones rurales. L'Organisation Internationale du travail estime que parmi les jeunes travailleurs de l'Afrique subsaharienne (AFSS), 80% sont employés dans l'économie informelle, généralement considérée comme une forme d'emploi vulnérable et près de 70% sont pauvres. La plupart de ces jeunes vivent dans des zones rurales. Étant donné que le secteur agricole reste le secteur économique le plus important de la région, les politiques qui soutiennent le développement et augmentent les capacités humaines de la jeunesse rurale peuvent améliorer considérablement les opportunités d'emploi.

Le défi croissant du chômage des jeunes

Les jeunes de AFSS âgés de 15 à 24 ans, qualifiés et non qualifiés, font face à des conditions d'emploi précaires. Ils représentent une partie croissante de la population totale. En 2015, la moitié de la population avait moins de 25 ans. Cette augmentation est susceptible de continuer d'ici 2035. 220 millions de jeunes en AFSS sont censés de faire partie de ce marché du travail qui a seulement la capacité d'absorber un quart de ce nombre.

Les jeunes ruraux sont confrontés face à un certain nombre de défis particuliers. La rareté des terres, combinée avec la croissance démographique, limite les revenus potentiels de l'agriculture. Le manque d'infrastructures en AFSS limite le développement économique rural. Par conséquent, les jeunes ruraux ont un accès limité aux opportunités éducatives, les connexions numériques, les ressources financières et ont peu de pouvoir décisionnel dans la structure traditionnelle.

Construire un secteur agricole dynamique

L'agriculture est la source principale de revenu ménages en AFSS. Deux tiers des jeunes ruraux sont engagés dans le secteur. La forte demande de nourriture dans la région représente une opportunité d'augmenter la qualité d'emploi des jeunes et leurs revenus. Pour exploiter ce potentiel, les politiques doivent se concentrer sur trois domaines clés :

1. Pour les travailleurs non qualifiés, **l'augmentation**

des capacités humaines conduit à une employabilité accrue. Une main-d'œuvre plus qualifiée facilite la mise en correspondance des travailleurs ayant les compétences nécessaires, avec le bon employeur. Les formations et programmes éducatifs de meilleure qualité stimulent le capital humain des jeunes et ont pour effets d'apporter une bonne nutrition et santé.

2. **L'augmentation de la productivité** agricole permet de libérer une main-d'œuvre faiblement rémunérée de travailler dans des emplois ruraux non agricoles. La productivité du secteur peut être accrue en éliminant les obstacles à la commercialisation des produits, en promulguant des mesures de réforme agraire, en garantissant les droits de propriété, et en supprimant les distorsions commerciales et autres réglementations contraignantes pour la croissance.

3. L'emploi peut être créé en encourageant l'esprit entrepreneurial et en **facilitant la croissance des petites et moyennes entreprises, y compris celles liées à l'agriculture.**

Augmenter la quantité et la qualité des opportunités d'emploi

Pour accroître l'emploi des jeunes, les gouvernements devraient s'efforcer d'adopter un équilibre de politiques favorisant la création d'emplois à court et à long terme, ainsi que des politiques complémentaires indirectes. L'importance d'un suivi attentif des programmes d'emploi et des cadres d'évaluation solides sont très nécessaire pour accroître la responsabilisation et assurer le succès des meilleures pratiques.

Programmes d'emploi à grande échelle

Les gouvernements nationaux peuvent entreprendre de grands efforts concertés pour rapidement augmenter l'emploi et les revenus grâce à des programmes d'emploi à grande échelle, comme a été fait en Chine dans les années 1980 et 1990 et en Inde et en l'Éthiopie dans les années 2010. Les exemples incluent les subventions salariales, les investissements dans des projets d'infrastructure à forte intensité de main-d'œuvre et les incitations financières pour la création d'actifs privés de main-d'œuvre. Grâce à une planification efficace, ceux-ci peuvent avoir des impacts positifs à court et à long



terme sur l'économie rurale et l'agriculture, générer rapidement un grand nombre d'emplois et créer des actifs durables qui contribuent au développement du secteur. Cela nécessite un fort leadership et une capacité de planification considérable.

RECOMMANDATION POLITIQUE

Financer de grands projets d'infrastructures agricoles: accroît l'emploi rural à court terme et la productivité agricole à long terme.

Des politiques ciblées pour augmenter les taux d'emploi à long terme

Investir dans la qualité de la main-d'œuvre et dans les améliorations institutionnelles et structurelles tout au long de la chaîne agricole est nécessaire pour soutenir l'augmentation des taux d'emploi et promouvoir la croissance à long terme. Les mesures devraient tenir compte des déséquilibres entre les sexes et intégrer des objectifs pour atteindre les femmes. L'augmentation des capacités humaines améliore la qualité de la main-d'œuvre, par exemple, à travers des formations, des stages domestiques et internationaux, et des opportunités éducatives. Les services d'emploi peuvent réduire les frictions sur le marché du travail. L'activité économique et les taux d'emploi dans les zones rurales peuvent être stimulés par des transferts monétaires et des incitations à l'entrepreneuriat agricole.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

- Offrir des incitatifs aux entreprises privées pour embaucher des jeunes.
- Mettre en œuvre des programmes de formation professionnelle : renforcer les capacités humaines pour répondre aux besoins du marché agricole.
- Mettre en œuvre des programmes de formation en entrepreneuriat agricole.

Politiques complémentaires

Les politiques d'emploi agricole doivent faire partie d'une stratégie politique complémentaire et harmonisée. Les domaines notables comprennent les politiques financières qui améliorent l'accès au financement, garantissent un favorable environnement fiscal et limitent la concurrence déloyale ; les politiques de santé, nutrition et de sécurité alimentaire qui garantissent une main-d'œuvre saine et productive, et les politiques d'éducation qui se concentrent également sur le renforcement du capital humain domestique.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

- Sécuriser les droits de propriétaire foncier : augmenter les incitations pour les investissements à long terme dans l'agriculture.
- Harmoniser les politiques macroéconomiques: créer des conditions favorables pour la croissance du secteur agricole.

L'emploi doit être généré beaucoup plus rapidement qu'au cours de la dernière décennie. Les jeunes ne peuvent pas attendre. **Les coûts, la durabilité et les délais de la création d'emplois** doivent être pris en compte dans les politiques de l'emploi. Les stratégies optimales d'emploi sont spécifiques au contexte du pays. Pour mettre en œuvre et financer ces mesures, les gouvernements devraient :

- Combiner des programmes avec des impacts à court et à long terme.
- Trouver une source de financement viable pour les grands travaux publics, par exemple, la taxation des envois de fonds et les futures recettes fiscales générées par le projet.
- Envisager des subventions salariales, mais uniquement pour une durée limitée.

IMPRINT

Cette note de synthèse est basée sur le chapitre du livre: von Braun J and Kofol C (2017) *Expanding Youth Employment in the Arab Region and Africa*. ZEF Working Paper No. 155. Bonn: Center for Development Research, University of Bonn. Disponible à l'adresse research4agrinnovation.org

PARI est financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Document préparé par: Rudolf Buma Dema

Partenaires d'exécution de PARI:

ZEF/Université de Bonn, Université de Hohenheim, Université Technique de Munich, le Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) et ses partenaires nationaux, le Consortium de modélisation de la croissance et de la politique de développement africaine (AGRO-DEP) facilité par L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI, Bureau de l'Afrique), et des collaborateurs de recherche en Inde.

Centre de recherches pour le développement (ZEF)
Genscherallee 3
53113 Bonn | Allemagne
E-Mail: presse.zef@uni-bonn.de
Téléphone: +49-(0)228-731846



zef
Center for
Development Research
University of Bonn